

Paris, nuit du jeudi 17 au vendredi 18 mars 1954

Lettre n°1253

Monsieur,

Depuis ce soir, c'est la grosse artillerie qui donne. Jusqu'alors, c'étaient Bétolaud, Daniel Mayer, Pflimlin; aujourd'hui, c'est Jules Moch qui a parlé à la radio; demain, ce sera Robert Schuman; après demain, Queuille. Et, dimanche, ce seront les élections. Moch n'a évidemment pas dit autre chose que ce qu'on attendait du Ministre de l'Intérieur d'un Gouvernement qui lutte sur deux fronts. Je vous écrivais hier les craintes que nourrissait le RPF quant à la façon dont les statistiques officielles seraient présentées dimanche et j'émettais quelques doutes sur la possibilité de cette présentation. Je serai moins réticent aujourd'hui que j'ai vu les cahiers qui sont distribués aux journalistes et qui, au lieu de comporter les détails habituels, ne mentionnent que la désignation des départements et des cantons.

En tous cas, les "rassemblements" prolifèrent. La semaine dernière Moch portait sur les fonds baptismaux l'Union Démocratique pour la Paix et la Liberté. Aujourd'hui, c'est Jacques Bardoux qui présente le "Rassemblement Démocratique des Républicains Indépendants", sans se soucier de l'antithèse que paraissent constituer les mots "rassemblement" et "indépendants". Son programme, vous le lirez dans la presse, est conçu de telle sorte qu'il peut satisfaire tous les modérés, depuis les socialistes non marxistes (encore une antithèse), jusqu'aux PRL et donner de l'espoir à tous les Vichystes. Bref, il s'agit d'empêcher un certain nombre d'électeurs d'aller se fourvoyer au RPF.

Et puis, voici un autre atout pour le Gouvernement, peut-être faible, mais de qualité : une note du Secrétariat politique du Comte de Paris, anti-communiste et anti-gaulliste. Avec le Prétendant au Trône, de qui les arguments sont d'ailleurs fort pertinents, le cycle est fermé. Tout ce qui n'est pas spécifiquement communiste ou spécifiquement gaulliste se rassemble (aussi) autour de la Troisième Force élargie.

Cette Troisième Force que d'aucuns pensent élargir encore si, comme on me l'affirme, certain déjeuner qui se déroula il y a quelques jours à l'Élysée a réuni autour d'Auriol, Queuille, Lussy, Ramadier et Pleven, venus s'entretenir du prochain futur gouvernement. C'était un peu une captation d'héritage, en présence et avec le consentement du de cujus, encore vivant, mais résolu à disparaître dans un avenir assez peu éloigné. Au cours de cette réunion, on aurait envisagé plusieurs hypothèses en anticipant sur les résultats des élections, dont on ne sait encore qu'une chose, c'est qu'elles ne peuvent constituer un échec pour le RPF. On y aurait fondé le comportement du futur gouvernement sur le postulat, d'ailleurs exact, que ce n'est pas tant le RPF ni de Gaulle que veulent les Français, mais la réalisation des objectifs exposés par eux. La seule conclusion possible est alors qu'il convient de faire du gaullisme sans de Gaulle.

Pour ce faire, on me parle de deux stades : le premier, qui serait un élargissement du Cabinet vers la droite en incorporant même des gaullisants non gaullistes, de ces PRL dont Moustier paraît être un spécimen valable. On créerait trois nouveaux portefeuilles ou demi-portefeuilles. Ensuite, lorsque serait venue l'heure de la succession proprement dite, après une démission de Queuille, sur un point soigneusement choisi, on verrait apparaître Pleven avec l'accord des socialistes. Chef d'un parti minuscule, Pleven pourrait en effet pratiquer certaines opérations chirurgicales nécessaires à la réalisation de certains objectifs. Une nouvelle compression des effectifs des fonctionnaires par exemple /

1253 p/2.-

Avec l'accord des socialistes, ai-je écrit plus haut de l'entrée en scène de Pleven. De certains socialistes, peut-être. De tous, certainement pas. Sans avoir évidemment reçu les confidences de Jules Moch, je ne pense pas que celui-ci soit, pour sa part, tellement d'accord sur cette succession, dont il espère bien être le légataire universel. Un autre prétendant qui, lui aussi, s'inquiète de ces petits arrangements, c'est René Mayer. Alors, si vous le voulez bien, nous prendrons note du renseignement, mais sans trop croire que les choses iront toutes seules. Ce qu'il en faut surtout retenir, c'est que le Gouvernement est à peu près persuadé que les élections se traduiront par un glissement sur la droite. Je vous écrivais hier qu'aucun pronostic officiel n'était encore au point. Aujourd'hui, j'en ai un à vous communiquer. Il est tout ce qu'il y a de plus officiel. Cela ne veut pas dire qu'il soit exact, ni même judicieux. Tout ce qu'on en peut prétendre, c'est qu'il a été établi avec des matériaux valables. D'après ce pronostic, les communistes, qui détachent 190 sièges, tomberaient à moins de 70; les socialistes, de 426 à 315 ou 320; le MRP resterait à peu de chose près inchangé à 124; les radicaux-socialistes passeraient de 298 à plus de 315; les modérés non gaullistes, de 244 à près de 300; les socialistes-indépendants, radicaux-indépendants et autres grenouilles du marais, abandonneraient une vingtaine de sièges sur les 63 qu'ils occupent et le RPF, à qui cette statistique attribue actuellement les 144 sièges des Conseillers sortants qui, au cours de la campagne, se déclarent gaullistes, se retrouverait, après le 27 mars, gonflé jusqu'à 310 ou 320.

A première vue, la chute des communistes paraît fort exagérée. Les actuels électeurs défendent leurs résultats en disant que le parti communiste gagnera des voix mais perdra de nombreux sièges, du fait qu'il perdra des cantons ruraux qui comportent peu d'électeurs, alors qu'il enregistre des succès dans les cantons urbains très peuplés. Les socialistes seraient en progrès dans la Vienne, le Var, le Vaucluse, les Pyrénées Orientales, le Nord, le Pas-de-Calais, la Corrèze, la Creuse, la Dordogne, la Drôme, le Gard et en mauvaise posture dans la Côte d'Or, la Gironde, le Loir et Cher, les Landes, la Somme. Quant aux Radicaux, leurs gains seraient relativement faibles sur le papier, du fait que nombre de leurs candidats seront étiquetés RPF. Car il est évident qu'il s'agit là d'une statistique sincère, non pas celle que craignent les gaullistes, dans laquelle la double appartenance serait passée sous silence.

Pour terminer cette lettre, une bonne nouvelle : les journaux resteront, demain matin, dubitatifs sur la question de l'essence. En réalité, la décision est prise. Les non prioritaires auront leurs 100 litres et ils les auront au prix de la taxe. Mais, comme il n'est pas de joie sans peine, on procédera à l'échange des cartes grises. Vous savez, cet échange à titre onéreux, très onéreux même, dont il fut question en octobre ou novembre derniers, pour lequel chaque automobiliste s'est fait inscrire au bureau de tabac le plus proche et qui n'a pas encore été effectué. Mais tout vient à point pour qui sait attendre et les 100 litres au prix de la taxe feront passer la pilule.

paul dehemé

L'EQUIPEMENT DES MINES DE CHARBON TURQUES. - Le projet d'équipement de la Turquie pour ses mines de charbon s'échelonne sur la période 1948-57, séparée en deux parties :

1948 - 1952 : montant des investissements : 58.793.000 \$ dont 41.873.000 financés par l'aide américaine.

1953 - 1957 : 62 millions de \$ financés par le Gouvernement turc.

La réalisation de ce programme aura pour résultat un accroissement de la production qui peut se concrétiser ainsi :

Années	Investissements	Production marchande.	Disponible pour l'exportation.
1948	6.206.000 \$	2.700.000 T.	-
1949	11.687.000 -	2.820.000 T.	-
1950	13.300.000 -	2.950.000 T.	100.000 T.
1951	8.300.000 -	3.450.000 T.	477.000 T.
1952	2.300.000 -	3.720.000 T.	750.000 T.
Total	41.873.000 \$		
1953 à 1957 :	62.000.000 \$	7.000.000 T.	750.000 T.

Pour la lignite, la Turquie a établi un programme de modernisation de ses entreprises portant sur 7.500.000 \$ dont 4.690.000 \$ provenant de l'aide américaine et répartis ainsi :

1948-49... 1.876.000 \$
 1949-50 .. 1.000.000 \$
 1950-51 .. 1.000.000 \$
 1951-52 .. 814.000 \$

La production marchande doit ainsi passer de 600.000 à 1.390.000 tonnes. Au Comité du charbon de l'OECE où ces questions ont été discutées, les délégués ont demandé que les achats prévus dans ce plan d'équipement soient effectués en Europe. La délégation turque a refusé. Le représentant de la France a fait observer que l'industrie française produit, sous licence américaine, du matériel de fond de bonne qualité. Les Turcs se sont retranchés derrière les délais de livraison pour persister dans leur intention de procéder à leurs achats directement aux Etats-Unis.

----- Selon une nouvelle d'origine britannique, un nouveau crédit de 10 millions de livres vient d'être mis à la disposition du groupement français d'importation et de répartition de la laine par un syndicat de Banques anglaises. Ce crédit, qui sera ouvert à partir d'avril jusqu'au 30 juin 1950, permettra à la France de continuer ses achats de laine brute dans l'Empire britannique sans interruption et sera automatiquement remboursé avec le produit des exportations françaises de laine manufacturée.

----- Des négociations économiques franco-belges se dérouleront à Paris le 23 Mars.

----- Le bureau de la Fédération de la Presse s'insurge contre le fait que la publicité soit actuellement distribuée en faveur de l'Hebdomadaire "France de Prouvost" dont la publication est annoncée.

----- Les fabriques américaines d'automobiles Willys Overland annoncent une réduction des prix des "Jeeps" des voitures de tourisme et des camions allant de 25 à 270 dollars. On sait que la General Motors avait annoncé, le mois dernier, une réduction de 10 à 45 dollars sur toutes les voitures de tourisme.

" LA JOURNEE EN BREF "

1253 17/18 3.49

 (Comprimé des nouvelles officielles dont vous lirez le détail dans la presse)

BLOC OCCIDENTAL & PACTE ATLANTIQUE.- Le texte du Pacte Nord Atlantique, car tel est son nom, sera publié demain après-midi dans les capitales des pays signataires. A cette occasion, M. Bevin fera une déclaration aux Communes, M. Schuman parlera à 20 h.30 à la radio nationale et M. Dean Acheson prononcera une allocution samedi soir. On apprend que le Groenland entrera, comme il était prévu, dans le système de sécurité Nord-Atlantique.

Si tous les Gouvernements ayant participé aux négociations ont donné leur accord, il reste à fixer la date de la signature. Elle se situera dans la première semaine d'avril, mais on ne sait encore si ce sera le 2 ou le 4. D'ores et déjà, Londres prévoit une vive réaction soviétique et certains s'attendent à la dénonciation par Moscou des traités anglo-soviétique de 1942 et franco-soviétique de 1944.

En attendant, le Bureau politique du parti communiste s'élève contre la signature française. "Nous refusons de considérer que ce pacte lie la parole de la France" déclare-t-il cependant qu'il annonce sa décision de charger le groupe parlementaire d'intervenir pour que le débat sur le Pacte s'institue au cours des séances des 22 et 25 mars.

- En ITALIE, "la séance continue" à la Chambre où les députés socialistes majoritaires (nuance Nenni) et les communistes expliquent un à un leur vote et font ainsi traîner le débat en longueur. Des manifestations ont eu lieu à Rome, Milan, Turin et dans divers autres centres de la Péninsule. A Terni, une grève générale de 24 heures a été décidée en signe de protestation contre la mort d'un manifestant tué par la police (10 policiers et 6 manifestants ont été blessés). L'incident a eu ses répercussions à la Chambre où socialo-communistes et membres de la majorité ont échangé de vifs propos, se sont traités d'assassins et en sont un moment venus aux mains.

- Aux ETATS UNIS, le département d'Etat annonce que les crédits nécessaires au financement des fournitures de l'ERP auront priorité absolue et que les livraisons d'armes à l'Europe ne se feront pas au détriment de l'ERP.

- On prévoit qu'en avril Acheson, Bevin et Schuman échangeront des vues que la situation en Asie orientale et sur la possibilité de conclusion d'un Pacte du Pacifique et d'un autre traité intéressant la Méditerranée. /néc.

ALLEMAGNE.- Le mark "occidental" aura seul pouvoir libérateur dans les zones occidentales de Berlin; le mark "oriental" en étant évincé.

- Le Ministre-Président de la Rhénanie-Westphalie a prié la Belgique et la Hollande de renoncer à leurs demandes de rectification de la frontière allemande à leur projet.

BOLIVIE.- La Bolivie a saisi l'ONU de l'affaire du Cardinal Mindszenty, primat de Hongrie.

POLOGNE.- Quatre employés du Consulat de France à Wroclaw ont été arrêtés pour "actes de nature à nuire à l'Etat polonais".

U.S.A..- Les Etats-Unis ont entrepris la réalisation d'un avion propulsé par l'énergie atomique.

FRANCE.- Jules Moch a pris la parole au micro hier soir pour mettre en garde "contre le danger que courrait la France si le scrutin de dimanche "signifiait au pays et au monde que les extrémistes de l'un et l'autre "camp ont su capter l'âme populaire".

- Le bilan hebdomadaire de la Banque de France indique que la circulation fiduciaire atteint le chiffre de 1.019.189 millions de francs, et diminution de 5.624 millions sur la semaine précédente.

FRANCE (suite) - Des journaux (New York Herald, Le Monde) ont fait état d'une interview accordée par M. Bebler, vice-ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie à l'Associated Press et dans laquelle il déclarait que " l'action de l'URSS sur la Yougoslavie en vue de renverser le régime " du Maréchal Tito était en passe de s'intensifier". L'ambassade de Yougoslavie à Paris a donné un démenti formel et affirmé que M. Bebler n'avait pas tenu ce propos, ni accordé aucune interview. L'Agence américaine informée de ce démenti a tenu à la démentir à son tour et maintient que cette interview a bien été accordée à l'un de ses collaborateurs.

GRANDE BRETAGNE. - La Grande-Bretagne vient de décider de réduire d'un sixième la ration normale de viande à compter du 28 mars.

" LA JOURNEE SOCIALE "

- La journée revendicative des Métallos a donné d'assez maigres résultats. Dans l'ensemble, il y a eu peu de débrayages. Chez RENAULT, 25 % environ du personnel se sont arrêtés de dix à quinze minutes dans divers ateliers. A la SNECMA-Kellerman, le responsable a prononcé une allocution et, entre 14 et 15 heures, 1700 ouvriers sur 6000 ont débrayé; un orateur ayant demandé des volontaires pour débaucher les ouvriers qui n'avaient pas observé la consigne de débrayage, son appel est resté sans écho.
- Demain 18 mars, journée revendicative des travailleurs de l'Etat "Arsenaux" CGT.
- Les douaniers examineront demain la situation. En raison du retard apporté par les Finances à régler le différend, il est très probable que nous assisterons à une reprise de la "grève du Règlement".
- Les nouvelles Messageries de Presse (NMPP) n'ayant pas payé ce soir l'augmentation de 12 % cependant préparée en comptabilité, on signale de l'effervescence parmi les 4000 ouvriers et employés de l'entreprise.

E N V R A C

SUR LE MARCHÉ PARALLELE, on a coté aujourd'hui : NAP.4675. EAGLE IIIO. CROIX 4475. SOUV.5700. LIVRE 1225. DOLLAR 397 à 399. FRANC suisse 99, belge 7,75; PESETA 10.50. BARRE 642.500. LINGOT 645.000.-

- Il est question d'une augmentation de 20 à 30 % du prix du Gaz, d'une augmentation de 10 à 20 % des contingents d'électricité alloués au titre du mois d'avril et d'une légère réduction du tarif de la troisième tranche d'électricité, cependant que le prix du charbon resterait inchangé pendant l'été.
- Le Conseil National du Crédit a décidé, afin de tenir compte des difficultés qu'éprouvent actuellement les viticulteurs pour écouler leur production, que les banques pourront examiner dans un sens favorable les demandes de crédit émanant de propriétaires qui auront commercialisé les vins de consommation courante existant à la propriété au 31 août 1948 et les vins de consommation courante de la récolte de 1948 dans les proportions ci-après : 45 % à la date du 31 mars 1949; 55 % à la date du 30 avril 1949. Toutefois, les crédits sollicités ne devront pas être accordés de façon systématique au forfaitaire mais seulement dans la limite des besoins justifiés de l'exploitation.
- Les touristes anglais pourront dorénavant emporter à l'étranger l'équivalent de 50 livres sterling.